

SERVICES PUBLICS, ENSEIGNEMENT, NON-MARCHAND ET PRIVÉ

TOUS ENSEMBLE CONTRE MICHEL LE 29 SEPTEMBRE !

Le front commun syndical manifesterà le 29 septembre. Pourquoi? A en croire Michel & Co., notre pouvoir d'achat aurait augmenté, nos services publics seraient plus efficaces, nos horaires mieux adaptés à la vie familiale et les patrons feraient la queue pour nous engager. En réalité, le budget boit la tasse, la pression au boulot est insoutenable, les services publics s'effondrent et, à cause de la politique du gouvernement, notre situation empire à chaque fin de mois. Le dernier brin de paille auquel s'accrochait le gouvernement - "jobs, jobs, jobs" - s'envole lui aussi avec, malheureusement, la fermeture de Caterpillar et les restructurations chez Axa et Makro.

Cet été, en Flandre, c'est à peine si on n'a pas accusé le personnel des services d'urgence d'être responsable du décès d'un homme qui avait composé leur numéro en vain à trois reprises. Le coupable, c'est le manque flagrant de personnel. Pour combien de morts? Peu après est arrivée dans la presse l'histoire d'une jeune infirmière dénonçant les conditions de travail et d'hygiène inacceptables dans la maison de repos où elle travaillait. Neuf cuisiniers de maisons de repos se sont plaints quant à eux de leurs employeurs avides qui exigent qu'ils ne consacrent que 3 euros par jour pour 3 repas. Une enquête du *Christelijke Onderwijsbond* (syndicat chrétien de l'enseignement) a démontré que les enseignants de maternelle et de primaire achètent eux-mêmes leur matériel faute de budgets suffisants dans les écoles. De plus en plus de parents ne peuvent pas faire face aux frais de la scolarité obligatoire "gratuite". Bpost veut engager des réfugiés comme facteurs puisque le personnel ne suit plus après quelques générations du plan GEOROUTE. Un accompagnateur de train a déclaré dans la presse se sentir mal face à des voyageurs âgés incapables d'utiliser les guichets automatiques et devant donc payer la redevance de 7 euros à bord. Tout ça, ce n'est que la pointe de l'iceberg. Tout le monde le sait.

Le gouvernement estime toutefois scandaleux que les dépenses publiques dépassent les 50% du PIB. Pense-t-il que nous vivons encore au 19ème siècle? Aucun patron ne veut de travailleurs non qualifiés, de routes de terre battue, de bateaux remorqués par des chevaux et d'une communication basée sur la télégraphie. Tous veulent un Internet à haute vitesse, des travailleurs hautement qualifiés, des routes à la surface d'une table de billard et des ports où peuvent accoster les plus grands supertankers. Cela exige de l'argent, beaucoup d'argent, et une bonne



Les dirigeants syndicaux ont commis une erreur en 2014. Ils auraient dû balayer le gouvernement par la grève. En refusant de le renverser, ils ont laissé la chance à un gouvernement faible et divisé de poursuivre sa politique austéritaire.

administration. Mais le gouvernement préfère donner tout ça à des patrons sympathiques, à Caterpillar, Makro et AXA, qui arrachent aujourd'hui sans vergogne le pain de la bouche de milliers de familles. Parce qu'ils sont en perte? Parce qu'ils font moins de profits? Non, parce que les actionnaires, qui savent à peine ce qui est précisément produit dans l'entreprise, exigent des augmentations de dividendes.

Nous aurions dû balayer Michel par la grève en 2014

Les dirigeants syndicaux ont commis une erreur en 2014. Ils auraient dû balayer le gouvernement par la grève. Ils auraient ainsi pu éviter qu'il ne fasse appel contre l'Europe pour NE PAS aller rechercher 940 millions d'euros de déductions injustifiées chez une poignée de multinationales. Ils auraient pu empêcher que le gouvernement refuse juridiquement de réclamer les pertes fiscales d'Apple par la voie irlandaise. En refusant de le ren-

Rejoignez le



Parti Socialiste de Lutte - 02/345.61.81

Suivez notre site pour des rapports et reportages-photos, des propositions pour la lutte, etc. **WWW.SOCIALISME.BE - FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE**

verser, ils ont laissé la chance à un gouvernement faible et divisé de poursuivre sa politique austéritaire. Le travail faisable pour pouvoir tenir jusqu'à 67 ans est ainsi devenu un travail maniable avec plus de flexibilité, la fin de la journée des huit heures et de la semaine des 38 heures avec plus d'heures supplémentaires. La liste des métiers lourds est devenue un examen de circonstances aggravantes pris à titre individuel. La norme salariale est plus stricte, avec des sanctions plus sévères en cas de dépassement, qui doivent par la suite être compensés au prochain accord interprofessionnel. En contraste, la diminution de l'imposition des sociétés s'apparente à une gigantesque Saint Nicolas.

Ce n'est pas une coïncidence si la participation diminue aux actions syndicales officielles alors que les grèves spontanées sont mieux suivies. Il est inacceptable que certains dirigeants syndicaux soutiennent les grèves spontanées au mieux avec une réticence évidente, au pire en laissant les grévistes se saigner à blanc. Il est triste de les voir gaspiller tellement d'énergie en querelles mutuelles et en chamailleries communautaires. Le scepticisme quant à la volonté de partir en action des dirigeants syndicaux est compréhensible, mais il existe aussi de nombreux militants, délégués et secrétaires qui font tout leur possible. Nous ne les aiderons pas en étant absent, mais au contraire en mobilisant le plus massivement possible pour la manifestation du 29 septembre. Si nous sommes nombreux, les directions syndicales pourront difficilement faire marche arrière et le gouvernement devra changer de ton. Si nous sommes peu, le gouvernement gagnera en confiance pour des attaques plus dures encore.

Comment mobiliser? Discutez avec vos collègues, fixez rendez-vous pour vous rendre ensemble à la manifestation. Demandez à votre représentant syndical la distribution d'un tract ou l'organisation d'une assemblée du personnel. Demandez à vos proches d'aller manifester. Accrochez une affiche à votre fenêtre ou aux commerces voisins. À l'école, un comité de mobilisation peut être mis en place avec les jeunes pour se rendre à la manifestation, ensemble avec le personnel.



Mais existe-t-il une alternative ?

Prenez Caterpillar. La multinationale veut réduire sa capacité de production et augmenter ses dividendes. Les politiciens laissent échapper quelques larmes de crocodile, prennent un selfie, enragent contre les nombreux cadeaux fiscaux perdus, mais s'apaisent bien vite face à une décision prise "de l'autre côté de l'Atlantique". Les banques systémiques ont été nationalisées mais à Gosselies, Caterpillar ne serait pas systémique? Cette fermeture ne menace-t-elle pas toute une communauté? N'entraînerait-elle pas dans son sillage de nombreux fournisseurs, sous-traitants et indépendants? Caterpillar veut réduire sa capacité, pas créer un concurrent. Voyons voir quel site fermerait si Caterpillar savait que quelque part se trouve un gouvernement qui n'accepterait pas que la production finisse aux poubelles. Nous avons déjà payé assez avec les nombreux cadeaux fiscaux.

Charles Michel ne voulait-il d'ailleurs pas investir dans l'infrastructure? Les machines sont là pour être saisies. Alors que nous devons bricoler avec notre infrastructure, Michel peut combiner la créativité de nos universités à un "projet durable" pour une "fabrique de machine multifonctionnelle" comme celle de Gosselies. Il pourrait immédiatement pousser la banque nationalisée Dexia à verser de l'argent frais au lieu de pousser les familles vers le marché des capitaux à risques. Voilà qui serait une "politique industrielle intégrée". La participation et le contrôle démocratiques des travailleurs et de la collectivité mettraient un frein à la soif de profits rapides des propriétaires pour lesquels la région n'a pas de sens en garantissant une vision à long terme.

Allons-nous attendre jusqu'aux prochaines élections ? D'ici là, les travailleurs de Caterpillar seront aigris chez eux. Une bonne partie de leurs indemnités de départ sera écumée par le gouvernement. Depuis la fin 2013, une prime de départ n'est plus cumulable avec le chômage et les autorités fiscales savent où nous trouver. Au lieu d'apporter un grand changement, le fatalisme de gauche pourrait contribuer à la victoire de la droite. L'occupation de l'entreprise, la mobilisation de la région pour placer le gouvernement fédéral devant ses responsabilités et, à partir du 29 septembre, donner un véritable coup de poing avec tout le mouvement ouvrier belge pour une politique économique et sociale totalement différente, cela changerait les relations de forces.

Le PSL ne nie pas l'importance des élections, mais elles sont indissociables de la lutte sociale et nous ne pouvons pas toujours attendre la date d'une élection. Le mouvement syndical a besoin d'un parti de lutte. C'est ce que beaucoup espèrent que Corbyn fera du parti travailliste en Grande-Bretagne, ce que beaucoup de Grecs espéraient que Tsipras fasse de Syriza, ce que bon nombre d'électeurs de Bernie Sanders espéraient qu'il ferait aux États-Unis et ce que beaucoup d'Espagnols attendent de Podemos. Pensez-vous aussi qu'un parti de gauche doit être un parti de lutte et doit offrir plus que de "voter pour moi la prochaine fois"? Rejoignez le PSL et aidez-nous à diffuser cette idée.

Nous ne pouvons pas compter sur les médias dominants pour parler correctement de nos luttes. C'est pourquoi nous avons besoin de nos propres médias. Achetez le mensuel *Lutte Socialiste* pour 2 euros ou prenez un abonnement à 20 euros (ou plus en soutien).

Versez cette somme sur le n° de compte : BE 48 0013 9075 9627 de 'Socialist Press'.